

Convention collective de travail particulière du 7 avril 2021 organisant l'extension du champ de compétence de la Commission Paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois (CP 126) aux employés de la Commission Paritaire Auxiliaire pour employés (CP 200)

Article 1^{er}

§1. Cette cct s'applique aux employeurs dont les ouvriers ressortissent à la Commission paritaire pour l'ameublement et l'industrie transformatrice du bois (CP 126), et aux employés de ces employeurs qui ressortissaient jusqu'au 31 mars 2021 à la Commission Paritaire Auxiliaire pour employés (CP 200).

§2. Cette cct s'applique également aux employeurs et à leurs employés qui ressortissaient jusqu'au 31 mars 2021 à la commission paritaire auxiliaire pour employés, qui n'emploient pas d'ouvriers, mais qui exercent des activités tombant sous le champ de compétence de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois (CP 126).

§3. Les employés visés aux § 1 et § 2 ressortissent à partir du 1^{er} avril 2021 au champ de compétence de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois (CP 126), dont la compétence et la dénomination ont été adaptées par l'Arrêté Royal du 28 mars 2021.

§4. Cette cct s'applique aux employés concernés qui étaient en service au 31 mars 2021, ainsi qu'aux employés engagés après cette date.

Art. 2

Cette cct est conclue en application de l'article 27 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Art. 3

Sans préjudice des articles 5 et 6, toutes les conventions collectives de travail à durée *indéterminée* qui s'appliquent au 31 mars 2021 au sein de la Commission Paritaire Auxiliaire pour employés (CP 200) sont reprises et confirmées. Il s'agit des cct suivantes :

- la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2019 relative au pouvoir d'achat dans le cadre de l'AR du 19 avril 2019 portant exécution de l'art. 7, § 1^{er} de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (enregistrée sous le numéro 152849) ;
- la convention collective de travail du 16 janvier 2020 relative à l'intervention dans les frais de transport (enregistrée sous le numéro 157721) ;
- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative à la classification des fonctions (enregistrée sous le numéro 134438) ;
- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative aux barèmes minimums sectoriels sur la base de l'expérience professionnelle (enregistrée sous le numéro 134426) ;
- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative à la prime de fin d'année (enregistrée sous le numéro 134421) ;
- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative à la liaison des salaires à l'indice santé lissé (enregistrée sous le numéro 134420) ;

- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen (enregistrée sous le numéro 134431) ;
- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative aux éco-chèques (enregistrée sous le numéro 134425) ;
- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative à la durée du travail (enregistrée sous le numéro 134429) ;
- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative aux nouveaux régimes de travail (enregistrée sous le numéro 134423) ;
- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative aux absences justifiées (enregistrée sous le numéro 134428) ;
- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative au licenciement collectif (enregistrée sous le numéro 134427) ;
- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative au statut de la délégation syndicale (enregistrée sous le numéro 134422) ;
- la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative à la formation syndicale (enregistrée sous le numéro 134430) ;
- la convention collective de travail du 9 juillet 2015 conclue dans le cadre de la loi du 28 avril 2015 instaurant la marge maximale pour l'évolution du coût salarial pour les années 2015-2016 relative au pouvoir d'achat - prime annuelle (enregistrée sous le numéro 128828).

Art. 4

Sans préjudice des articles 5 et 6, toutes les conventions collectives de travail à durée *déterminée* qui s'appliquent au 31 mars 2021 au sein de la Commission Paritaire Auxiliaire pour employés (CP 200) sont reprises et confirmées, et ce jusqu'à la date de fin prévue dans les cct concernées.

Il s'agit des cct suivantes :

- la convention collective de travail du 8 octobre 2020 modifiant la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2019 relative à la formation (enregistrée sous le numéro 161876) ;
- la convention collective de travail du 9 juillet 2020 modifiant la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2019 relative à la formation (enregistrée sous le numéro 159780) ;
- la convention collective de travail du 9 juillet 2020 modifiant la convention collective de travail du 9 juin 2016 relative au statut de la délégation syndicale (enregistrée sous le numéro 160974) ;
- la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2019 relative à la formation (enregistrée sous le numéro 152851) ;
- la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2019 relative au chômage avec complément d'entreprise en application de la cct n° 134, la cct n° 135, la cct n° 141 et la cct n° 142 conclues au sein du Conseil National du Travail (enregistrée sous le numéro 152854) ;
- la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2019 relative au chômage avec complément d'entreprise en application de la cct n° 130, la cct n° 131, la cct n° 138, la cct n° 139, la cct n° 132 et la cct n° 140 conclues au sein du Conseil National du Travail (enregistrée sous le numéro 152853) ;
- la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2019 relative au crédit-temps (enregistrée sous le numéro 152855) ;
- l'« accord sectoriel primes d'encouragement flamandes » du 23 avril 2020.

Art. 5

L'article 3 s'applique jusqu'à ce que la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois (CP 126) ait réglé les questions contenues dans ces cct. La cct de la Commission Paritaire Auxiliaire pour employés (CP 200) ayant réglé cette question cessera alors expressément de produire ses effets pour les employeurs et employés concernés.

En ce qui concerne les cct à durée déterminée mentionnées à l'article 4, la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois (CP 126) règlera cette question dans une cct propre, et ce à la date finale de la cct concernée.

Art. 6

Par dérogation aux articles 3 et 4, les cct suivantes sont remplacées à compter du 1^{er} avril 2021 par des conventions collectives de travail conclues au sein de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois (CP 126) :

- la convention collective de travail du 1^{er} avril 2015 relative à l'institution d'un Fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts (enregistrée sous le numéro 126639)
- la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2019 relative à la modification des statuts du Fonds social (cotisation patronale) (enregistrée sous le numéro 152856)
- la convention collective de travail du 10 juillet 2014 relative au droit au reclassement professionnel pour certains employés (enregistrée sous le numéro 122991).

Ces cct seront conclues avec effet au 1^{er} avril 2021.

Art. 7

Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} avril 2021 et est conclue pour une durée indéterminée. Chacune des parties peut y mettre fin moyennant respect d'un délai de préavis de trois mois à notifier par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois et aux parties signataires.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

4 de travail

Bijzondere collectieve arbeidsovereenkomst van 7 april 2021 tot organisatie van de verruiming van het bevoegdheidsgebied van het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking (PC 126) tot de bedienden van het Aanvullend Paritair Comité voor de bedienden (PC 200)

Artikel. 1

§1. Deze cao is van toepassing op de werkgevers waarvan de arbeiders ressorteren onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking (PC 126), en op de bedienden van deze werkgevers, die tot 31 maart 2021 ressorteerden onder het Aanvullend Paritair Comité voor de bedienden (PC 200).

§2. Deze cao is ook van toepassing op de werkgevers en hun bedienden die tot 31 maart 2021 onder het Aanvullend Paritair Comité voor de bedienden ressorteerden, die geen arbeiders tewerkstellen, maar wel activiteiten uitoefenen die vallen onder het bevoegdheidsgebied van het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking (PC 126).

§3. De in de §1 en §2 bedoelde bedienden ressorteren vanaf 1 april 2021 onder het bevoegdheidsgebied van het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking (PC 126), waarvan de bevoegdheid en de benaming werden aangepast door het Koninklijk Besluit van 28 maart 2021.

§4. Deze cao is van toepassing op de betrokken bedienden die op 31 maart 2021 in dienst waren, alsook op de bedienden die na die datum worden aangeworven.

Art. 2

Deze cao wordt gesloten in toepassing van artikel. 27 van de Wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

Art. 3

Onverminderd de artikelen 5 en 6 worden alle collectieve arbeidsovereenkomsten van *onbepaalde* duur die op 31 maart 2021 in het Aanvullend Paritair Comité voor de bedienden (PC 200) van toepassing zijn, overgenomen en bevestigd. Het gaat om de volgende cao's:

- De collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 1919 betreffende de koopkracht in het kader van het KB van 19 april 1919 tot uitvoering van art.7, §1 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen (geregistreerd onder het nummer 152849);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 16 januari 2020 betreffende de bijdrage in de vervoerkosten (geregistreerd onder het nummer 157721);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende de beroepsindeling (geregistreerd onder het nummer 134438);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende de minimumloonschalen op basis van beroepservaring (geregistreerd onder het nummer 134426);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende de eindejaarspremie (geregistreerd onder het nummer 134421);

- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende de koppeling van de lonen aan de afgevlakte gezondheidsindex (geregistreerd onder het nummer 134420);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen (geregistreerd onder het nummer 134431);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende de ecocheques (geregistreerd onder het nummer 134425);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende de arbeidsduur (geregistreerd onder het nummer 134429);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende de nieuwe arbeidsregimes (geregistreerd onder het nummer 134423);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende de gerechtvaardigde afwezigheden (geregistreerd onder het nummer 134428);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende het collectief ontslag (geregistreerd onder het nummer 134427);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende het statuut van de syndicale afvaardiging (geregistreerd onder het nummer 134422) ;
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende de syndicale vorming (geregistreerd onder het nummer 134430);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juli 2015 gesloten in het kader van de wet van 28 april 2015 tot instelling van de maximale marge voor de loonkostontwikkeling voor de jaren 2015-2016 betreffende de koopkracht -jaarlijkse premie (geregistreerd onder het nummer 128828).

Art. 4

Onverminderd de artikelen 5 en 6 worden alle collectieve arbeidsovereenkomsten van *bepaalde* duur die op 31 maart 2021 in het Aanvullend Paritair Comité voor de bedienden (PC 200) van toepassing zijn, overgenomen en bevestigd, en dit tot de in de betrokken cao voorziene einddatum.

Het gaat om de volgende cao's:

- De collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2019 inzake opleiding (geregistreerd onder het nummer 161876);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juli 2020 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2019 inzake opleiding (geregistreerd onder het nummer 159780);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juli 2020 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2016 betreffende het statuut van de syndicale afvaardiging (geregistreerd onder het nummer 160974);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2019 inzake opleiding (geregistreerd onder het nummer 152851);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2019 betreffende het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag In uitvoering van cao nr. 134, cao nr. 135, cao nr. 141 en van cao nr. 142 gesloten in de Nationale Arbeidsraad (geregistreerd onder het nummer 152854);
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2019 betreffende het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag In uitvoering van cao nr. 130, cao nr. 131, cao nr. 138, cao nr. 139, cao nr.

132 en cao nr. 140 gesloten in de Nationale Arbeidsraad (geregistreerd onder het nummer 152853);

- De collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2019 betreffende het tijdskrediet (geregistreerd onder het nummer 152855);
- Het "Sectorakkoord Vlaamse aanmoedigingspremie" van 23 april 2020

Art. 5

Artikel 3 geldt totdat het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking (PC 126) de aangelegenheden vervat in deze cao's zelf zal hebben geregeld. Alsdan zal de cao van het Aanvullend Paritair Comité voor de bedienden (PC 200) die deze aangelegenheid regelde uitdrukkelijk buiten werking worden gesteld voor de betreffende werkgevers en bedienden.

Ten aanzien van de in artikel 4 vermelde cao's van bepaalde duur zal het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking (PC 126) deze aangelegenheid regelen in een eigen cao, en dit tegen de einddatum van de betrokken cao.

Art. 6

In afwijking van de artikelen 3 en 4 worden de volgende cao's vanaf 1 april 2021 vervangen door collectieve arbeidsovereenkomsten die in het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking (PC 126) worden afgesloten:

- De collectieve arbeidsovereenkomst van 1 april 2015 houdende oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten (geregistreerd onder het nummer 126639)
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2019 betreffende wijziging van de statuten van het Sociaal fonds (werkgeversbijdragen) (geregistreerd onder het nummer 152856)
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juli 2014 betreffende het recht op outplacement voor sommige bedienden (geregistreerd onder het nummer 122991).

Deze cao's zullen worden gesloten met ingang vanaf 1 april 2021.

Art. 7

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 2021 en wordt gesloten voor een onbepaalde duur. Ze kan door elk van de partijen opgezegd worden, mits een opzegging van drie maanden, gericht bij aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking en aan de ondertekenende partijen.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.